



Budget 2026

L'Assemblée nationale adopte un montant réévalué à 2 751 milliards de FCFA

L'Assemblée nationale a voté ce mardi 9 décembre un budget 2026 en nette progression. Porté à 2 751,5 milliards de FCFA, il enregistre une hausse de près de 15 % par rapport à 2025. Un vote massif qui confirme la volonté de la Représentation nationale d'ajuster à la hausse le projet transmis par le gouvernement.



PAGE 5

ECONOMIE



Commerce Chine-Togo

Plus 56,4 % de croissance des échanges en 2025

Le Togo et la Chine enregistrent en 2025 une montée en puissance économique sans équivalent. L'annonce, faite le 5 décembre à Lomé par l'ambassadrice de Chine, Wang Min, dresse le portrait d'un partenariat économique intensifié. Cette année, ...

PAGE 5

SECTEURS PUBLIC & PRIVÉ



Togo

Le CCESP dresse un bilan 2025 marqué par des avancées fiscales et un dialogue renforcé

À Lomé, l'État et le secteur privé ont fait le point sur une année dense, marquée par des mesures fiscales ciblées et une volonté affichée de consolider un dialogue devenu indispensable à la dynamique économique nationale.

PAGE 9



9ème Congrès panafricain

Lomé appelé à devenir le lieu où l'Afrique s'unit pour agir

Malgré la longueur de la nuit, ce jour historique est finalement arrivé. Le neuvième Congrès panafricain de Lomé qui a été officiellement lancé le 22 mai 2023 dans la capitale togolaise, et qui a connu un report, a démarré dans la capitale togolaise lundi dernier. Le président du Conseil Faure Gnassingbé a ouvert les travaux.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Energie : la CEET programme 5 jours de délestage à Lomé

La CEET ouvre une nouvelle semaine de maintenance avec une série d'interruptions programmées dans plusieurs quartiers de Lomé. Une opération technique étalée sur 5 jours, destinée, selon l'entreprise, à « renforcer la qualité de l'alimentation électrique ».

Dès ce mardi, la coupure débute « de 9 heures à 10 heures », touchant Amadahomé, Hirondelle et Vakpossito. Une intervention courte, ciblée, centrée sur des réglages essentiels.

Le mercredi 10 décembre, deux plages s'enchaînent. La première, « entre 9 heures et 13 heures », concerne Edem Kodjo, Agoè Klévé et La Source. La seconde, plus longue, « de 9 heures à 14 heures », affecte Abloganmé et le Marché Gomado.

Le jeudi, ce sera la même cadence. Les quartiers Payarama, Zilimédji et Alinka seront privés de courant « de 9 heures à 13 heures », avant qu'Agbalépédo ne bascule à son tour « de 9 heures à 14 heures ».

Le vendredi allège le programme avec une interruption de deux heures, puis le samedi referme la série avec deux coupures étendues, touchant une nouvelle fois Abloganmé, Gomado et Afiadényigban.

La CEET appelle les abonnés à « débrancher leurs appareils électriques » avant chaque coupure, un geste simple qui prévient les surtensions.

228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Consultation au *909*228# yas.ig

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente



SOMMAIRE

Bénin/Putsch manqué
Yayi Boni condamne le coup d'Etat au Bénin, une posture républicaine qui interpelle



P 4

Commerce Chine-Togo
Plus 56,4 % de croissance des échanges en 2025



P 5

Conjoncture économique
Le Togo maintient le cap d'une dynamique positive



P 6 & 7

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

De la microfinance à la banque classique: Poyode Ouma, une femme comblée grâce au FNFI

En Afrique, et particulièrement au Togo, les femmes revendeuses de céréales jouent un rôle important en reliant les producteurs aux consommateurs. Parmi elles, Poyode Ouma, une mère de famille résidant à Kara, a fait le pari de la microfinance pour donner un nouvel essor à son commerce. Retour sur son parcours, un témoignage inspirant de l'impact du FNFI

"J'ai abandonné l'école en classe de CM2. J'avais d'autres ambitions, mais après le décès de mon père, j'ai dû aider ma famille à soulager nos dépenses", raconte-t-elle, évoquant les défis auxquels elle a été confrontée dès son jeune âge. Après quelques mois passés à la maison, Poyode Ouma a décidé de suivre sa passion pour la couture et a suivi une formation dans ce domaine. "J'ai exercé pendant 8 ans. J'avais même mon propre atelier, mais ça n'allait pas, et j'ai dû abandonner", confie-t-elle, rappelant les difficultés auxquelles elle a dû faire face. Mais Poyode Ouma n'est

pas du genre à se laisser abattre. Arrivée à Kara en 2010, elle a décidé de se lancer dans le commerce avec ses modestes économies. "J'ai lancé mon commerce en 2010 avec mes propres économies. C'était modeste, mais c'était mieux que d'attendre. Surtout que j'avais abandonné la couture, il fallait que je sois économiquement active", explique-t-elle avec détermination.

Son histoire prend un tournant décisif en 2014 avec l'arrivée du FNFI. "On était là quand en 2014 le FNFI a été lancé ici même à Kara pour nous aider, surtout nous les femmes", se souvient-elle. Elle est d'ailleurs parmi les premières femmes bénéficiaires de l'institution. Grâce au produit Nkodede du FNFI, Poyode Ouma a pu accéder à des financements et franchir le pas vers une banque classique. Elle a obtenu Nkodede cycle 1 et Nkodede cycle 2 avec respectivement 3 millions



Poyode Ouma

de FCFA et 6 millions de FCFA. Pourtant son aventure avec le FNFI a commencé modestement. "J'ai débuté à l'époque avec le produit APSEF. Le tout, c'est de savoir gérer. J'ai eu tous les cycles du produit APSEF, de 30 à 60 mille FCFA", précise-t-elle. "Le jour où j'étais allée

prendre Nkodede cycle 1 à la banque moi-même, j'étais tellement fière que j'en ai parlé à beaucoup de femmes", confie-t-elle avec émotion, évoquant son passage significatif vers une banque traditionnelle. Poyode Ouma reconnaît également l'impact

positif du FNFI sur son activité commerciale. "Le produit Nkodede m'a également permis de me lancer dans le stockage. En achetant et stockant des céréales en période d'abondance, je contribue à stabiliser les prix sur le marché en période où les céréales se font rares", explique-t-elle, mettant en avant les bénéfices économiques de cette stratégie. Aujourd'hui elle a également diversifié son commerce en y ajoutant des produits alimentaires et des épices.

Son histoire est un témoignage du pouvoir de l'inclusion financière pour autonomiser les femmes entrepreneures et stimuler le développement économique au niveau local. Poyode Ouma encourage vivement d'autres femmes de sa communauté à saisir les opportunités offertes par le FNFI pour réaliser leurs rêves. "Je remercie le FNFI. C'est une bonne chose pour la femme", conclut-elle avec gratitude.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

9ème Congrès panafricain

Lomé appelé à devenir le lieu où l’Afrique s’unit pour agir

Malgré la longueur de la nuit, ce jour historique est finalement arrivé. Le neuvième Congrès panafricain de Lomé qui a été officiellement lancé le 22 mai 2023 dans la capitale togolaise, et qui a connu un report, a démarré dans la capitale togolaise lundi dernier. Le président du Conseil Faure Gnassingbé a ouvert les travaux.

Le lancement officiel avait suscité beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme. Mais subitement l'on a senti comme un coup d'arrêt. Le 9ème Congrès panafricain qui devait avoir lieu à Lomé en octobre 2024, a été tout simplement reporté à une date ultérieure. Le doute s'est installé. Certains évoquaient même une possible délocalisation de cette rencontre tant attendue. Et comme il y n'y avait pas de nouvelle date, les supputations allaient bon train.

Les détracteurs du régime de Faure Gnassingbé qui ne voulaient pas en entendre parler, faisaient tout pour que Lomé ne puisse pas organiser l'évènement. D'ailleurs, des appels avaient été lancés pour des manifestations le lundi 8 décembre 2025, jour de l'ouverture officielle du 9ème panafricain. Après avoir réussi à faire annuler la première conférence Manssah en juin dernier, l'on était fondé à être inquiet. Toutefois, l'esprit panafricain des uns et des autres a pris le dessus sur les divergences idéologiques.

Des figures mondiales du panafricanisme contemporain sont arrivées à Lomé contre vents et marées. C'est le cas du professeur Franklin Nyamsi,

président de l'Institut de l'Afrique des libertés. « Il est impossible de se dire panafricaniste et de ne pas être ici. Je suis donc heureux d'être à Lomé », a-t-il dit à la fin de la cérémonie d'ouverture.

« Le monde ne peut plus

de force se redessinent et où les défis s'intensifient, la question du renouveau panafricain s'impose avec une urgence nouvelle.

Ensuite, la réforme du multilatéralisme est une exigence de l'heure. « Depuis le Consensus



Faure Gnassingbé (Crédit photo : www.republiquetogolaise.com)

être dirigé sans l'Afrique » « Ce 9ème Congrès n'est donc pas une commémoration. C'est une réaffirmation. C'est une reconquête. C'est un tournant. Car jamais, jamais depuis les indépendances, notre destin collectif n'a été autant entre nos mains. Jamais notre voix n'a été autant attendue. Jamais nos choix n'ont eu autant de résonance dans le monde », a plutôt affirmé le président du Conseil Faure Gnassingbé.

Le chef du gouvernement togolais a bâti son argumentation sur cinq principaux piliers. D'abord, le renouveau panafricain est une nécessité, car le monde change. Dans un contexte mondial en pleine mutation, où les rapports

d'Ézulwini et la Déclaration de Syrte, l'Afrique porte une position claire : deux sièges permanents au Conseil de sécurité avec droit de veto », rappelle Faure Gnassingbé. Force est de constater que cette position du continent n'est pas encore matérialisée. Le constat est le même au sein de la finance mondiale et dans le commerce. Or l'Afrique doit jouer un rôle dans le concert des nations puisque le continent ne cesse d'être un acteur incontournable dans la géopolitique mondiale. Le président du Conseil est catégorique : « Le monde ne peut plus être dirigé sans l'Afrique ».

L'autre conviction du dirigeant togolais est qu'il faut faire de la mobilisation

des ressources africaines, le principal levier d'action du panafricanisme. « Notre développement ne viendra pas de solutions venues d'ailleurs. Il viendra d'abord de nous-mêmes : de nos ressources naturelles, de nos jeunes talents, de nos entreprises, de nos diasporas, de nos savoirs, de nos cultures », a-t-il expliqué.

Le président du Conseil togolais est par ailleurs convaincu que l'Afrique est une et indivisible. Il a insisté sur l'importance de la diaspora et des Afrodescendants, d'autant qu'ils constituent une source immense de savoirs, de créativité, et surtout d'influence. Ils prolongent l'Afrique dans le monde. Ils élargissent notre horizon collectif. En plus de la diaspora et des Afrodescendants, Faure Gnassingbé a évoqué la nécessité d'impliquer la jeunesse africaine dans ce renouveau du panafricanisme, car « notre jeunesse est notre plus grand atout stratégique. Elle porte l'innovation, le numérique, la culture, l'économie créative, les luttes sociales. Elle est prête, si nous savons lui faire confiance ».

Enfin, l'on doit reconquérir le narratif et l'identité africains. « Aucune puissance ne s'est affirmée en laissant les autres raconter son histoire. Depuis des siècles, l'image de notre continent a été fabriquée hors d'Afrique. Elle a été déformée, stéréotypée, instrumentalisée », a martelé Faure Gnassingbé. Reconquérir le narratif

revient à rétablir la vérité sur l'histoire africaine, à valoriser les victoires, à corriger les récits coloniaux et à faire des arts, des langues, des cultures africaines, des instruments d'influence. C'est aussi maîtriser les nouveaux espaces de communication numériques, médiatiques et académiques.

La matérialisation de cette vision fera de l'Afrique, un continent qui maîtrise son récit et son avenir, qui inspire, qui attire, qui investit et qui influence. Le président du Conseil a émis le vœu que le Congrès de Lomé soit le lieu où l'Afrique s'unit pour agir, où les voix africaines se rassemblent, où s'élèvent les idées des Africains et des Afrodescendants, où leur destin se clarifie. Le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur a appuyé cette vision en affirmant : « L'histoire du panafricanisme s'écrit par séquence. La séquence togolaise restera dans l'histoire... ».

Il est prévu une déclaration vendredi prochain à la clôture du 9ème Congrès panafricain. Durant la cérémonie d'ouverture lundi dernier, des ambassadeurs de l'identité africaine comme la Togolaise Foly Nedy, la Malienne Rokia Traoré, et surtout la légende sénégalaise Ismaël Lo ont créé l'émotion dans l'auditorium du Palais des congrès de Lomé.

Edem Dadzie

Influence

Lomé tisse une toile qui dépasse les frontières ouest-africaines

Le Togo n'est pas un pays discret sur la scène internationale. Il s'affirme comme un acteur diplomatique dont l'audace n'a d'égale que la constance. Médiations régionales, diversification de partenariats gagnant-gagnant, consolidation d'une diplomatie économique ambitieuse et bénéfique pour la population, tout y passe. Lomé tisse une toile d'influence qui dépasse les frontières ouest-africaines.

Au fil des dernières années, la diplomatie

togolaise s'est recentrée sur des axes majeurs : la paix, le commerce, l'attractivité, etc. Sur le terrain de la paix, un bien précieux aux yeux du président Faure Gnassingbé, le Togo joue volontiers les artisans de dialogue, en accueillant des négociations sensibles ou en appuyant les efforts de stabilisation régionale.

Sur le plan économique, le pays mise sur une diplomatie proactive,

tout en développant des relations stratégiques avec des partenaires variés. Cette ouverture se traduit également par une montée en gamme du rôle du Port autonome de Lomé, devenu un outil de rayonnement diplomatique et un levier d'intégration sous régionale.

Plus qu'un hub logistique, c'est un symbole de la position géostratégique du pays, qui s'appuie sur

ses atouts pour se faire entendre dans les grands débats.

Une attractivité très rare

Au cœur de la posture togolaise, l'ambition économique occupe une place centrale. Le pays mise sur une politique d'ouverture assumée pour attirer investisseurs, opérateurs logistiques et industries de transformation. Par exemple, en 2023, le Togo a

attiré 1,47 milliard de dollars d'Investissements directs étrangers (IDE) au total.

Les investissements privés ont été de 27,5 milliards de francs CFA, dont environ 80% sous forme d'IDE (soit 21,9 milliards de francs). En 2024, les projets d'investissement agréés étaient de 237 milliards de francs CFA, dont 81,9% en IDE. ...

Suite à la page 4

Influence **Suite de la page 3**

Lomé tisse une toile qui dépasse les frontières ouest-africaines

... De l'Union européenne (UE) aux pays du Golfe, en passant par la Chine et les États-Unis, le Togo diversifie ses alliances pour sécuriser des financements, accéder à de nouveaux marchés et moderniser ses infrastructures. La diplomatie économique togolaise n'est toutefois pas qu'une affaire de grands projets. Elle s'appuie également sur la promotion d'un climat des affaires modernisé et sur la dématérialisation progressive des procédures, renforçant l'image d'un État décidé à gagner gros pour améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens.

Une diplomatie sécuritaire au service de la stabilité

Dans un contexte régional marqué par la montée de menaces diverses,

le Togo renforce son positionnement sécuritaire. Le pays s'engage activement dans les initiatives sous régionales de lutte contre le terrorisme et participe à la coordination des actions militaires et civiles visant à stabiliser l'espace ouest-africain.

Autre pan, la diplomatie culturelle. La culture s'affirme comme un vecteur stratégique de la politique extérieure du pays. Le Togo valorise son patrimoine, sa musique, sa littérature et son artisanat à travers des festivals, des expositions et des partenariats culturels multilatéraux. Cette diplomatie culturelle vise non seulement à renforcer l'identité du pays à l'étranger, mais aussi à attirer un tourisme plus diversifié et à favoriser les échanges entre peuples.



Professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères du Togo (Crédit photo : actubilan.tg)

Le Togo avait déjà attiré près d'un million de visiteurs en 2022, un nombre similaire à celui de 2021 (plus de 983 000 visiteurs). En 2020, le pays avait accueilli plus de 480 000 touristes, avant une reprise significative liée au relâchement des mesures sanitaires liées à la Covid-19.

Récemment, le président Faure Gnassingbé a

rencontré le leader russe, Vladimir Poutine. Les deux pays ont annoncé l'ouverture, dès 2026, d'ambassades dans leurs deux capitales, ce qui marque un tournant dans leurs relations bilatérales, connaissant l'importance et la dominance politique qu'a la Russie dans le monde entier. « Cette année, nous avons célébré 65 ans de relations diplomatiques.

Étonnamment, nous n'avions toujours pas ouvert d'ambassades. Mais nous nous sommes finalement accordés », se réjouit le président russe.

Entre Lomé et Moscou, existaient déjà un accord militaire signé plus tôt cette année, un soutien dans le domaine de la formation à travers des bourses russes accordées aux étudiants togolais, etc. Ainsi, en croisant intelligemment diplomatie économique, sécuritaire et culturelle, le Togo façonne une présence internationale moderne, souple et ambitieuse. Cette approche intégrée renforce la place du pays dans les grandes discussions régionales et multilatérales, tout en générant des retombées concrètes pour son développement.

TM

Bénin/Putsch manqué

Yayi Boni condamne le coup d'Etat au Bénin, une posture républicaine qui interpelle

La tentative de coup d'État survenue dimanche à Cotonou continue de produire ses ondes de choc politiques. Alors que le pouvoir affirme avoir neutralisé les mutins grâce au soutien sécuritaire du Nigeria, une autre scène s'est jouée, plus feutrée mais tout aussi stratégique : celle de l'ancien président Thomas Boni Yayi. Dans une déclaration vidéo publiée sur Facebook, le leader de l'opposition a fermement condamné le putsch avorté, insistant sur « le principe cardinal et inconditionnel des urnes ». Un message clair, calibré, ostensiblement républicain. Mais à mesure que le paysage politique béninois s'assombrit, cette prise de position interpelle.

Car si Boni Yayi s'est voulu catégorique, certains observateurs peinent à imaginer qu'un coup de force contre le président Patrice Talon ne puisse susciter chez lui, au minimum, une satisfaction discrète. Et pour cause : le dirigeant du parti Les Démocrates a toutes les raisons de nourrir un ressentiment profond envers le régime actuel.

Une opposition méthodiquement

marginalisée

Depuis l'arrivée de Patrice Talon au pouvoir, l'opposition conduite par Boni Yayi a vu ses marges d'action se réduire drastiquement. Plusieurs ténors des Démocrates ont été arrêtés ou poursuivis, parfois sur la base d'accusations qualifiées de « politiques » par leurs soutiens. L'ancien chef d'État lui-même a tenté, à plusieurs reprises, d'obtenir leur libération lors d'entretiens directs avec Talon. Toutes les tentatives ont échoué.

Le point de rupture s'est cristallisé autour de la présidentielle d'avril 2026. Le candidat choisi par Les Démocrates, Renaud Agbodjo, a été écarté pour défaut de parrainages, verrou réglementaire qui, dans la pratique, donne à la majorité présidentielle la possibilité d'écarter des adversaires jugés trop disruptifs. Les débats politiques s'en sont trouvés appauvris, réduits à une confrontation entre le « dauphin » désigné,

Romuald Wadagni, et un opposant considéré comme « modéré », Paul Hounkpè. Pour Boni Yayi, cette exclusion programmée équivaut à une confiscation de la compétition électorale. D'autant que les réformes institutionnelles engagées par Talon – de l'organisation judiciaire à la révision constitutionnelle – ont renforcé les soupçons d'une architecture politique taillée pour limiter l'alternance réelle.

Une condamnation à double lecture

Dans ce contexte, la sortie de Boni Yayi apparaît sous un double jour. D'un côté, l'ancien président adopte une posture résolument institutionnelle. En rappelant que « le pouvoir d'État répond à un seul principe : celui des urnes », il se positionne comme garant de la légalité constitutionnelle. Une manière de préserver son image internationale et de se distinguer des dynamiques putschistes observées au Mali, au Burkina Faso, au Niger ou en Guinée-Bissau. De l'autre, cette condamnation peut être lue comme un calcul politique. En rejetant publiquement la voie militaire, Boni Yayi réaffirme que la victoire qu'il

convoite doit être gagnée dans le cadre électoral – même si ce cadre lui est aujourd'hui défavorable. Cette posture lui permet également de couper court aux spéculations qui, dans les couloirs de Cotonou comme dans certaines chancelleries, voient dans cette tentative de putsch une opération susceptible de servir ses intérêts. Car l'hypothèse que des cercles proches de l'opposition aient encouragé, inspiré ou

inflammable, elles suffisent à troubler les lignes.

Une équation qui reste entière

En condamnant le putsch, Boni Yayi a envoyé un message d'apaisement. Mais la crise politique béninoise ne se résume pas à cette prise de parole. Elle trouve ses racines dans un affrontement personnel, institutionnel et stratégique entre deux hommes dont les visions opposées et les tensions



Patrice Talon (à droite) et Yayi Boni (à gauche)

infiltré les putschistes ne peut être totalement évacuée. Les frustrations accumulées, la sensation d'être privé d'accès à la présidentielle, la volonté de forcer une recomposition politique : autant d'éléments qui nourrissent les interrogations. Rien ne permet à ce stade de l'affirmer, mais les questions demeurent. Et dans un climat aussi

non résolues contaminent l'ensemble du système politique. La question centrale demeure : le Bénin pourrait-il organiser une élection réellement inclusive en avril 2026 ? Ou faut-il s'attendre à de nouvelles secousses institutionnelles, voire à une radicalisation des forces politiques marginalisées ?

Alexandre Wémima

Budget 2026

L'Assemblée nationale adopte un montant réévalué à 2 751 milliards de FCFA

La Représentation nationale a voté ce mardi 9 décembre un budget 2026 en nette progression. Porté à 2 751,5 milliards de FCFA, ce budget enregistre une hausse de près de 15 % par rapport à 2025. Un vote massif qui confirme la volonté de l'Assemblée nationale d'ajuster à la hausse le projet transmis par le gouvernement.

« En adoptant cette loi de finances, nous avons réaffirmé notre sens de responsabilité en matière de transparence et d'équité dans la gestion des deniers publics », a déclaré le président de l'Assemblée nationale, Sélom Klassou. Pour y parvenir, l'examen du texte s'est déroulé en séance plénière titre par titre.

Le président du groupe parlementaire Unir, Aklesso Atcholi, a inscrit le débat dans

la ligne fixée par l'exécutif. Il a rappelé les mots du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, qui soulignait dans son discours devant le Congrès que « Dans un contexte de ressources rares et de fortes attentes, nous devons cultiver une discipline de gestion, une éthique de service public et une capacité à rendre compte. »

Pour le ministre de l'Économie et des Finances, Georges Barcola, ce budget est ambitieux mais réaliste. Il précise qu'il s'équilibre à 2 751,5 milliards, soit « une hausse de 14,8 % par rapport à 2025 ». Il insiste aussi sur un choix fort : 48 % des dépenses consacrées aux secteurs sociaux. Un signal politique assumé, dit-il, en faveur de l'inclusion, de la santé, de

l'éducation et de la protection sociale.

Georges Barcola, venu défendre le texte, souligne l'esprit du nouveau cadre institutionnel. Le budget, affirme-t-il, représente « l'instrument financier du pacte démocratique ». Il rappelle que le président du Conseil a défini trois axes majeurs : protéger, rassembler, transformer.

Face aux députés, le ministre cite encore Faure Gnassingbé : « C'est ensemble, parlementaire et exécutif, que nous porterons la voix et les priorités de notre peuple. » Il détaille les secteurs clés. Sur le volet protection, des moyens renforcés seront mis en place pour la défense et la sécurité. Sur le rassemblement, près

de la moitié des dépenses sont orientées vers le capital humain. « La mobilisation optimale des ressources nationales, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale, fait appel au sens de responsabilité de tous, citoyens, opérateurs économiques et institutions. Il est essentiel que les contributions soient justes et équilibrées, sans entraver les efforts de croissance », a ajouté le président de l'Assemblée nationale, Sélom Klassou. Sur le volet transformation, un accent est mis sur l'agriculture, l'industrie, l'innovation et le numérique.

Au nom de la Commission des finances, un député rapporteur rappelle également

les propos du président du Conseil, déclarant devant le Congrès que « La prospérité de notre nation repose sur notre capacité à conjuguer ambition et pragmatisme. » Une vision que l'Assemblée nationale estime désormais inscrite dans le budget voté.

Avec ce vote, le Parlement augmente la marge de manœuvre du gouvernement. Le budget 2026, premier de la V^e République, formalise ainsi un choix politique : poursuivre les investissements structurants et sécuriser les fondations sociales du pays. « Nous donnons au gouvernement les moyens de répondre aux aspirations de notre peuple », résume Aklesso Atcholi.

TM

Approvisionnement régional en gaz

La Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin créent un cadre commun de sécurisation

Réunis à Abidjan le 7 décembre, 3 pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ont posé les bases d'une coopération énergétique inédite, pensée pour garantir un accès durable et compétitif au gaz naturel.

Les ministres en charge de l'Énergie de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin ont décidé de mettre en place un cadre tripartite pour sécuriser l'approvisionnement régional en gaz naturel. Un choix dicté par une réalité partagée : la dépendance croissante de leurs systèmes électriques au gaz et la nécessité de réduire des coûts encore trop élevés. Le Togo, représenté par le ministre Robert Koffi Eklo, se trouve en première ligne. Le pays subit une pression croissante sur son approvisionnement énergétique, aggravée par l'usage de combustibles liquides, plus coûteux et plus polluants. D'où l'appel du ministre à une coopération élargie et à la création d'une future institution régionale du gaz inspirée du WAPP, déjà en place pour l'électricité.

La Banque mondiale soutient pleinement la démarche. Son vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, a insisté sur l'intérêt d'une « coordination régionale » capable de renforcer la crédibilité de la demande collective et d'améliorer les termes de négociation avec les fournisseurs internationaux.

L'institution mobilisera, entre autres, l'IFC et la MIGA pour accompagner les États dans la structuration des projets.

3 mesures prioritaires ressortent de la déclaration finale. D'abord, mutualiser les importations de GNL afin

électriques. Une nouvelle phase d'exploration est en cours, conduite par le navire de forage Deepwater Skyros sur trois sites stratégiques : Civette, Calao et Caracal.

Parallèlement, un gazoduc bidirectionnel reliant la



Photo de famille des délégations béninoises, ivoiriennes et togolaises

de réduire les coûts. Ensuite, créer sous un mois un groupe de travail technique chargé d'identifier le meilleur modèle opérationnel. Enfin, structurer un projet bancable appuyé par la Banque mondiale. Une feuille de route concise, pensée pour accélérer la transition vers des sources d'énergie moins polluantes.

La dynamique prend forme alors que la Côte d'Ivoire consolide rapidement sa position de futur pôle gazier régional. Le gisement Baleine, qui renferme environ 3,3 trillions de pieds cubes de gaz, alimente déjà des centrales

Côte d'Ivoire au Ghana reste en discussion. Ce projet soutiendrait la production électrique, l'industrie et les engrais, tout en renforçant l'intégration énergétique régionale. À terme, il pourrait contribuer davantage au West African Gas Pipeline, essentiel pour le Togo et le Bénin.

Avec ce second pôle gazier en construction, les 3 pays entendent réduire leur dépendance structurelle au gaz nigérian et bâtir une sécurité énergétique plus robuste, collective et durable.

E. A

Commerce Chine-Togo

Plus 56,4 % de croissance des échanges en 2025

Le Togo et la Chine enregistrent en 2025 une montée en puissance économique sans équivalent. L'annonce, faite le 5 décembre à Lomé par l'ambassadrice de Chine, Wang Min, dresse le portrait d'un partenariat économique intensifié. Cette année, les échanges bilatéraux ont bondi de 56,4 % sur les neuf premiers mois. Au total, ils culminent à 4 milliards de dollars, selon la diplomate « un niveau jamais enregistré ».

De quoi attester d'une relation commerciale renouvelée, basée sur un regain de confiance mutuelle. À l'origine de cette embellie : un repositionnement stratégique du Togo dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Les exportations togolaises vers la Chine témoignent du dynamisme du pays. Elles ont été multipliées par 5 en un an, soit une hausse proche de 400 %. Un bond fulgurant, véritable signal d'une mutation de l'économie togolaise vers des marchés plus vastes. Cette performance ne relève pas du hasard. Elle s'inscrit dans un contexte favorable : l'entrée en vigueur d'une politique chinoise supprimant les droits de douane sur l'ensemble des produits africains admissibles. Décidée en 2024 lors du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac), cette mesure ouvre les portes du marché chinois à de nombreuses marchandises africaines. « Le Togo figure parmi les pays qui en bénéficient pleinement », précise Wang Min. Grâce à cette ouverture, de nombreux secteurs togolais, notamment l'agriculture, les matières premières, l'artisanat trouvent un débouché plus large. Parmi les dossiers les plus

prometteurs figure celui du soja togolais. Le pays pourrait bientôt exporter ce produit vers la Chine, lorsque l'agrément sanitaire et les derniers protocoles techniques seront finalisés. L'ambassadrice évoque un état « dans son compte à rebours ». Si le processus aboutit, le Togo pourrait devenir fournisseur d'un géant chinois, déjà premier importateur mondial de soja. Une perspective saluée comme « une opportunité majeure pour les producteurs togolais ». Elle pourrait transformer en profondeur la filière agricole nationale, en stimulant la production et en diversifiant les débouchés.

Pour Pékin, ces résultats concrétisent la montée en influence du Togo au sein de sa stratégie ouest-africaine. Wang Min en tire un constat fort : en 2025, les relations sino-togolaises prennent un tournant inédit. Mais, selon elle, le potentiel reste loin d'être totalement exploité. De nouveaux partenariats pourraient encore voir le jour, dans le commerce, l'agriculture et l'industrie. Pour le Togo, c'est une fenêtre d'opportunités à explorer avec rigueur, ambition et ouverture.

Edy Alley

Conjoncture économique

Le Togo maintient le cap d'une dynamique positive

Pays réformateur, le Togo maintient la dynamique d'une conjoncture économique positive. Définie de façon basique, comme l'évolution de la situation économique du pays à court terme, la conjoncture favorable du Togo repose sur nombre d'initiatives engagées par le gouvernement. Retour à travers ce dossier sur les initiatives, les impacts et les perspectives pour maintenir le cap des résultats.

Etudiée à l'aide de divers indicateurs tels que le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB), le taux de chômage, l'inflation et la balance commerciale, la conjoncture économique sert à diagnostiquer et prévoir l'état de l'économie du pays à court terme. Elle permet aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques économiques et monétaires adaptées, et aide les entreprises à évaluer leurs perspectives de développement.

Au Togo, la conjoncture économique est jugée

2024, le Togo affichait une croissance soutenue (estimée à 5,3% en 2023, à 6,5% en 2024) portée par la demande intérieure et les investissements. L'inflation qui a fortement baissé, était passée de 7,6% en 2022 à 2,3% en moyenne en 2024, contribuant à préserver le pouvoir d'achat.

Le taux d'endettement a reculé, s'établissant sous les seuils communaux, grâce à une gestion budgétaire rigoureuse. Les investissements, tant publics que privés, sont en hausse, favorisés par un climat des affaires plus stable et incitatif. Au niveau des secteurs des services, le port de Lomé et l'industrie continuent de montrer une bonne performance, avec une contribution significative au PIB et à la création d'emplois. Cette dynamique positive s'est poursuivie en 2025, témoignant d'une bonne perspective de développement économique du pays.

L'économie togolaise est jugée résiliente et dynamique, avec un taux de croissance estimé à 6,3 % en 2025. Il s'agit d'une performance portée

et le taux d'endettement public. Le premier élément cité est en baisse. L'inflation s'établit à 1,2 % à la fin du mois de juin 2025, contre 3,2 % un an

des mesures sont prises pour simplifier le système fiscal, comme l'exonération de la TVA sur certains produits et l'élaboration de nouvelles



Infrastructures portuaires de Lomé

par le secteur tertiaire, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 8 % sur les 7 premiers mois de l'année (de janvier à juillet). Aussi, une progression de 3 % est notée au niveau du commerce et de 8 %

plus tôt. Les mesures de stabilisation des prix ont joué un grand rôle. Pour le taux d'endettement public, il a reculé à 65 % du Produit intérieur brut (PIB), contre 69 % révélés lors du rapport rendu public en décembre 2024. Il reste donc en dessous des 70 % fixé par l'Uemoa.

Des finances publiques solides et maîtrisées
Au cœur de cette prouesse se trouve une gestion budgétaire exemplaire. L'État arrive à conjuguer rigueur et innovation pour asseoir la crédibilité de ses finances. Aussi, la mobilisation des recettes fiscales atteint des niveaux records.

Au niveau de la rationalisation des dépenses publiques, l'on note une réduction significative des dépenses de fonctionnement de 20 % à 30 % pour dégager des marges d'investissement. Au niveau de la mobilisation des recettes, le gouvernement travaille au renforcement, tout en poursuivant l'effort de fiscalisation de l'économie et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Dans cette logique,

taxes, par exemple sur les entreprises de plateformes numériques.

Une conjoncture rassurante
Dans un contexte mondial encore teinté d'incertitudes, le Togo fait figure d'exception en Afrique de l'Ouest. Portée par une gouvernance économique rigoureuse, une planification stratégique et un climat des affaires en constante amélioration, l'économie togolaise affiche une vitalité rare. Croissance soutenue, recettes publiques en hausse, investissements massifs et stabilité macroéconomique : tous les indicateurs confirment la solidité d'une conjoncture nationale dynamique.

La croissance économique togolaise se maintient à un rythme soutenu sur les dernières années. Cette performance, saluée par les institutions financières, repose sur une diversification progressive de l'économie. Conformément à la Feuille de route, le gouvernement mise sur la transformation structurelle de l'économie.



Immeuble Casef abritant le ministère des Finances et du Budget

bonne, avec une croissance robuste stimulée par la demande intérieure et les investissements. Mieux, elle présente des signes de stabilité, tels que la baisse de l'inflation et un endettement maîtrisé. Un an plus tôt, soit en

Tout évolue positivement
Le Conseil national du crédit s'est réuni en début du mois d'octobre 2025. L'analyse de la conjoncture nationale présentée par le ministère de l'Économie et des Finances est toujours rassurante.

en ce qui concerne la production industrielle. L'indicateur du climat des affaires est resté stable, pointant à 101, ce qui montre un bon niveau de confiance des chefs d'entreprise vis-à-vis du pays. Viennent ensuite l'inflation

En favorisant la montée en puissance de filières productives, l'État impulse une dynamique d'industrialisation soutenue, notamment grâce à la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), au Port autonome de Lomé, à l'amélioration des infrastructures énergétiques et routières, à la promotion des filets sociaux, etc.

Cette orientation vers la valeur ajoutée permet non seulement de stimuler la croissance, mais aussi de créer des emplois durables, de renforcer la compétitivité et d'accroître les revenus des ménages, peu importe où ils se trouvent sur le territoire. La conjoncture nationale se distingue également par l'afflux constant d'investissements, aussi bien publics que privés. Le secteur privé, encouragé par un cadre incitatif et une stabilité politique remarquable, multiplie les initiatives. Les partenariats public-privé se développent, soutenant l'essor de l'industrie, du transport et des services.

Des réformes structurelles pour maintenir le cap

Maintenir une conjoncture économique positive requiert une innovation constante. Pour ce faire, la digitalisation des services du Trésor public et de l'OTR est poursuivie pour améliorer l'efficacité des paiements en ligne et la gestion des finances. Un accent particulier est mis sur le renforcement des capacités de contrôle. Des séances de renforcement de capacité sont régulièrement initiées pour des inspecteurs de l'Inspection générale des finances (IGF) et des manuels de procédures sont élaborés par la Cour des comptes pour mettre à niveau toutes les parties prenantes.

Au niveau de l'administration, les initiatives de modernisation sont introduites. Le gouvernement met en œuvre des réformes pour orienter l'administration

publique vers les besoins de l'économie. Dans cette logique, il est annoncé une Banque nationale d'investissement pour les PME pour accompagner le financement de leurs activités. L'opérationnalisation du Guichet unique pour la création des entreprises permet d'accélérer le processus de création d'entreprises et d'accroître sa contribution au développement économique du pays. De janvier à septembre 2025, 11 099 entreprises ont été créées selon les données du Centre de formalités des entreprises (CFE), montrant l'efficacité de cette réforme (guichet unique). L'élaboration du budget vert par le Togo, permet au pays d'intégrer les considérations environnementales dans le processus budgétaire, avec une première phase pilote sur neuf ministères. En mettant en accent sur les priorités sociales, le budget 2025 consacre un investissement de 300 milliards FCFA dans la santé et l'éducation pour promouvoir un développement plus inclusif.

Des partenariats et financements internes

La conjoncture économique positive du Togo n'est pas seulement le fruit des initiatives internes. Elle relève également des accords stratégiques signés avec les partenaires financiers. Des partenariats avec le FMI et la Banque mondiale permettent d'obtenir un soutien technique et financier pour les réformes de gestion des finances publiques.

Pour le financement des grands projets, le pays bénéficie d'un appui budgétaire de la Banque mondiale, notamment pour le développement durable et inclusif, la finance des projets dans l'agriculture durable et l'électrification rurale.

Des initiatives coordonnées pour des résultats probants

Pour favoriser une meilleure coordination entre les projets de développement,

les initiatives sont coordonnées à travers le budget programme. Ce dernier fait appel à l'élaboration de nombreux outils de suivi comme les Projets annuels de performance (PAP) et les Plans de consommation des crédits (PCC). Dans cette démarche, des mécanismes de suivi et d'évaluation sont mis en place pour garantir la mise en œuvre effective des réformes et l'atteinte des résultats dans le délai.

Les défis
Malgré la croissance



résiliente qui traduit la bonne dynamique de la conjoncture économique du pays, le Togo reste confronté à nombre de défis. Ces derniers sont relatifs aux risques liés aux incertitudes mondiales, au ralentissement attendu de la croissance, à la pression budgétaire et à la dette publique.

D'autres défis incluent les difficultés d'accès au financement pour les PME, des perturbations dans le secteur de l'énergie et l'inflation sur certains produits de base. Et bien que le déficit budgétaire se soit réduit, la dette publique a atteint un niveau élevé, et l'endettement à court terme est en hausse.

Le Togo étant un pays fortement dépendant de l'extérieur, les perturbations économiques mondiales constituent un risque pour les perspectives

de croissance à moyen terme. Une nécessité donc pour le pays de mettre un accent sur la production interne. Au niveau sectoriel, la crise énergétique dans le monde due en partie à la guerre russo-ukrainienne et aux affrontements militaires dans le Moyen-Orient touche les petites entreprises, entraînant des pertes de ventes. L'accès à l'électricité limité surtout dans les milieux ruraux, pourrait également perturber la conjoncture économique du pays, qui dépend

de la croissance à moyen terme. Une nécessité donc pour le pays de mettre un accent sur la production interne. Au niveau sectoriel, la crise énergétique dans le monde due en partie à la guerre russo-ukrainienne et aux affrontements militaires dans le Moyen-Orient touche les petites entreprises, entraînant des pertes de ventes. L'accès à l'électricité limité surtout dans les milieux ruraux, pourrait également perturber la conjoncture économique du pays, qui dépend

pays entend continuer par renforcer les réformes structurelles, améliorer le climat des affaires, mobiliser les investissements privés et publics, et investir dans les infrastructures et le capital humain. Pour ce faire, le gouvernement travaille à assurer la consolidation budgétaire, diversifier les activités économiques, gérer les risques liés à l'inflation et à la sécurité, renforcer l'environnement des affaires en facilitant la création et l'opérationnalisation des

fortement des zones rurales dont dépend l'agriculture qui contribue à 40% au PIB.

Côté structurel, le financement des entreprises reste d'actualité. Malgré des programmes gouvernementaux, les petites et moyennes entreprises continuent de rencontrer des difficultés pour accéder au financement bancaire, ce qui freine en partie leur développement. Le coût trop élevé de certains produits de première nécessité constitue également des défis. Bien que l'inflation globale soit en baisse, l'augmentation des prix de certains produits essentiels comme l'huile et le lait pourrait affecter le pouvoir d'achat.

Relever les défis

Face aux défis, le gouvernement n'entend pas baisser les bras. Le

entreprises. L'augmentation des investissements dans les infrastructures (routes, ports, énergie), le capital humain (éducation, santé) et les secteurs porteurs comme l'économie numérique pourraient également permettre au pays de relever les défis. Le soutien au développement de nouveaux secteurs comme le soja biologique, et la valorisation des potentiels maritimes et côtiers par le développement d'une économie bleue sont également des pistes sur lesquelles le gouvernement pourrait se pencher.

Mais qu'à cela ne tienne, le Togo reste dans un bon élan. Son économie agile reste une boussole d'espérance : celle d'une prospérité bâtie sur la bonne gouvernance, la constance et la foi en l'avenir.

Caleb Akponou

Après audition en chambre de conseil en date du 28 mars 2025, le dossier a été mis en délibéré pour jugement être rendu le 27 juin 2025 ;

Advenue l'audience de ce jour, le Tribunal n'ayant pu vider son délibéré, l'a prorogé au 25 Juillet 2025 ;

A la date du 25 juillet 2025, le Juge, vidant son délibéré, a rendu le jugement dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui le requérant en ses déclarations et prétentions par la plume de son conseil ;

Oui la requise en ses déclarations et demandes ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que suivant requête présentée le 29 Novembre 2023, Sieur MOHAMAN SALIFOU ABDOURACHIDE, demeurant et domicilié aux Etats-Unis d'Amérique, de passage régulier au Togo, ayant pour conseil la SCP DOGBEAOUV et ASSOCIES, Société d'Avocats inscrite au Barreau du Togo, a saisi le tribunal de céans, statuant en matière d'état des personnes, aux fins de divorce d'avec Dame ABASSA OUMLOUHERA SAHADATOU ABDOURAZIZOU, demeurant et domiciliée à Lomé ;

Attendu que le requérant expose au crédit de son action en divorce que le 28 novembre 2011, il s'est marié avec dame ABASSA OUMLOUHERA SAHADATOU ABDOURAZIZOU à l'office of the City Clerk, Grand Concourse BRONX aux Etats-Unis d'Amérique ; qu'à ce jour, ils ont trois (03) enfants, tous nés aux Etats-Unis d'Amérique à savoir: KHALILAH RACHIDE SALIFOU, BILAL RACHIDE SALIFOU et MARYAM R ; que malheureusement, courant 2012, compte tenu de certains soucis engendrés par son épouse à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, cette dernière est interdite d'entrée sur le territoire américain pour une période d'au moins dix (10) ans ; que depuis le 02 octobre 2013, ils sont donc en séparation de fait ; que son épouse est installée à Lomé et habite le quartier Togblé Kopé ; que cette situation qui perdure depuis des années ne lui permet plus d'être dans ce lien de mariage ; que l'article 126 alinéas 3 du code des personnes et de la famille dispose: « le divorce peut être prononcé à la demande de l'un des époux ...en cas d'absence déclarée de l'un des époux ou de séparation de fait prolongée depuis cinq (05) ans au moins ... » ; qu'en effet, son épouse et lui sont en séparation de fait prolongée depuis le 02 octobre 2013 soit plus d'une dizaine d'années ; qu'il ne fait l'ombre d'aucun doute que chacun désire refaire sa vie de son côté et que les liens du mariage sont devenus imaginaires et encombrants et partant inutiles ; que dans ces conditions, il n'a d'autres choix que de demander le divorce conformément aux articles 12-6 du code des personnes et de la famille Togolais ; que c'est pourquoi, il sollicite qu'il

3

plaise au Juge aux Affaires Matrimoniales faire convoquer dame ABASSA OUMLOUHERA SAHADATOU ABDOURAZIZOU aux fins de s'entendre :

- constater la séparation de fait prolongée de plus de cinq (05) ans ;
- prononcer la dissolution pure et simple du lien matrimonial qui existe entre eux ;

Attendu que la requise n'a pas cru devoir prendre des écritures en réponse à l'action en divorce introduite par son époux ; qu'elle s'est contentée de dire, lors de son audition en chambre du conseil, qu'elle a reçu la requête et qu'elle s'oppose au divorce ;

MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que les deux parties ayant comparu en personne au cours de l'instance, il importe statuer contradictoirement à leur égard ;

En la forme

Attendu que l'action en divorce initiée par Sieur MOHAMAN SALIFOU ABDOURACHIDE a été introduite conformément aux règles de forme et de délai prescrites par la loi ; qu'il importe la déclarer régulière et la recevoir formellement pour être statué au fond sur son mérite dès lors que la tentative de conciliation entreprise a échoué, échec constaté par l'ordonnance de non conciliation n°241/2024 du 03 Décembre 2024 ;

Au fond

Sur le prononcé du divorce

Attendu, en droit, que l'article 126 du code des personnes et de la famille dispose en son article 4 que : « Le divorce peut être prononcé à la demande de l'un des époux en cas d'absence déclarée de l'un des époux ou de séparation de fait prolongée depuis cinq (05) ans au moins » ;

Attendu qu'en l'espèce, Sieur MOHAMAN Salifou Abdourachide sollicite que soit prononcé le divorce entre lui et la requise pour motifs que son épouse et lui sont séparés de fait il y a plus de dix ans de sorte que le maintien du lien matrimonial n'a plus de sens ;

Que la requise déclare s'opposer à cette demande arguant de ce que les arguments de son époux ne constituent que des contrevérités ;

Attendu qu'il est constant que les époux sont en situation de séparation de fait qui perdure depuis plus de 10 ans, le Sieur MOHAMAN vivant aux U.S.A et la requise n'ayant pu le rejoindre durant tout ce moment jusqu'alors ; que dès lors que la situation que vit le couple est érigée au rang des causes de divorce aux termes de l'alinéa 4 de l'article 126 sus évoqué, il convient de prononcer la dissolution du mariage célébré entre les parties, sans attribution de torts, dès lors qu'aucune d'entre elles ne fait de grief à l'autre ;

4

Attendu que les trois enfants issus du couple étant tous majeurs, point n'est besoin de statuer sur les mesures accessoires habituelles ;

Attendu que le mariage du couple MOHAMAN SALIFOU-ABASSA a été célébré à l'étranger, plus exactement aux Etats Unis d'Amérique ; Qu'il échet, conformément aux prescrits de l'article 141 alinéa 4 du code des personnes et de la famille, d'ordonner la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres du centre d'état civil des étrangers de Lomé Ville ainsi que sa mention en marge de l'acte de naissance de chaque époux ;

Attendu, en ce qui concerne les dépens, que le divorce ayant été prononcé sans répartition des torts, il convient en faire masse et les répartir par moitié à la charge des deux parties ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, après débats en chambre du conseil, en matière d'état des personnes et en premier ressort ;

En la forme

Reçoit Sieur MOHAMAN SALIFOU ABDOURACHIDE en son action en divorce régulière ;

Au fond

Vu l'ordonnance de non-conciliation n°241/2024 du 03 Décembre 2024 ;


Prononce, sans répartition de torts, la dissolution du mariage célébré le 28 Novembre 2011 à l'office of the City Clerk, Grand Concourse BRONX aux U.S.A entre :
Sieur MOHAMAN SALIFOU ABDOURACHIDE, né le 31 Décembre 1964 à Anié
Et
Dame ABASSA OUMOULOUHERA SAHADATOU ABDOURAZIZOU, née le 27 Octobre 1971 à Niamtougou ;

Ordonne la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres du Centre d'Etat Civil des étrangers de Lomé ainsi que sa mention en marge de l'acte de naissance de chaque époux ;

Constate que les trois enfants du couple sont majeurs ;

Fait masse des dépens et les répartit par moitié à la charge des deux parties ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par le Tribunal de Grande Instance de Lomé, en son audience du vendredi vingt-cinq juillet deux mille vingt-cinq (25/07/2025), à laquelle siégeait Monsieur **BASSAH**





5

Kokou Mewonawovo, Juge audit Tribunal, Président, assisté de Maître **GNITOU-AGATE P. Dénise**, Greffière ;

Et ont signé le Président et la Greffière. /-

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME
LOME LE 15/10/2025
LE GREFFIER EN CHEF
Me KOMBATE Lar





Togo

Le CCESP dresse un bilan 2025 marqué par des avancées fiscales et un dialogue renforcé

À Lomé, l'État et le secteur privé ont fait le point sur une année dense, marquée par des mesures fiscales ciblées et une volonté affichée de consolider un dialogue devenu indispensable à la dynamique économique nationale.

Le Comité de concertation État-Secteur privé (CCESP) a tenu, en fin de semaine dernière, sa deuxième réunion de l'année. Autour du ministre des Finances et du Budget, Georges Barcola, et de son collègue de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, les acteurs économiques ont passé en revue les actions menées en 2025. Le comité réaffirme son rôle dans « la transformation structurelle de l'économie nationale » et dans l'appui aux politiques de promotion du secteur privé.

L'année aura été marquée par plusieurs avancées. Le gel temporaire des droits de douane sur les importations de logiciels, en vigueur depuis « le 1^{er} janvier 2025

», reste l'une des mesures les plus emblématiques. La révision de « l'assiette de la taxe sur les entreprises de télécommunications et des technologies de l'information et de la



De g. à d. Badanam Patoki, Georges Barcola, et Jonas Daou

communication (TETTIC) » s'y ajoute, confirmant la volonté d'encourager l'innovation numérique. Des réformes structurantes

ont également été relevées. La suppression de la TVA sur les intrants destinés à la pêche, à l'aquaculture et à l'élevage vise à soutenir des filières stratégiques. L'accélération des remboursements de

signal de soutien concret. Pour le ministre des Finances, ces acquis sont le fruit d'une dynamique nouvelle : « Cet acquis doit être préservé et consolidé », insiste Georges

Barcola. Une conviction partagée par le secteur privé, qui voit dans cette concertation un levier de stabilité et de compétitivité. Le président de l'Association

des grandes entreprises du Togo (AGET), Jonas Daou, rappelle l'enjeu collectif. Dans une période où le pays entre dans « une nouvelle République », il estime que « l'action collective et la collaboration entre les secteurs public et privé sont indispensables ».

La réunion a également permis d'aborder les défis persistants : transparence, lutte contre la corruption, amélioration de l'environnement des affaires. Autant de chantiers que le CCESP souhaite renforcer en 2026, avec l'objectif d'appuyer « la prise de décisions notamment fiscales au profit du secteur privé ».

Créé en 2017, le CCESP poursuit sa vocation : établir un dialogue solide entre acteurs publics et privés, pour bâtir un climat propice à l'investissement et à la croissance. Une ambition qui demeure plus que jamais d'actualité.

E. A



**AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES,
CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS, SEGUCE)**

N° 018/2025/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les opérateurs économiques et partenaires des douanes, qu'en vue de gérer de façon optimale des marchandises importées à destination du Togo, il est créé le code 26 réservé exclusivement aux manifestes relatifs aux marchandises importées à destination de la zone franche.

Cette création répond aux impératifs:

- d'automatisation du traitement des manifestes pour le dépôt dans le GUCE ;
- du respect des délais de dépôt des manifestes ;
- de ne pas recourir aux corrections manuelles des manifestes ;
- de la possibilité de lever les déclarations anticipées, et
- d'avoir des statistiques fiables du flux des marchandises à destination de la zone franche.

Le Commissaire Général invite tous les partenaires concernés à prendre des dispositions nécessaires pour assurer l'application effective de cet avis et compte sur la collaboration de chacun pour un respect scrupuleux de cette disposition.

Fait à Lomé, le 01 Décembre 2025

Le Commissaire Général

Yawa Djigbodi TSEGAN

ETUDE DE
Me André T. SAMA BOTCHO

Huissier de Justice
Actes Judiciaires et Extrajudiciaires
Administrateur des Biens
Vente - Recouvrement de Créances
Gérance d'Immeubles

2^o ORIGINAL

PROCES-VERBAL DE RECHERCHES INFRUCTUEUSES

L'an deux mille vingt-cinq
Et le vendredi vingt et un (21) novembre :

A la requête de la Société **Lomé Container Terminal (L C T) S.A.**, sise au Bd du Mono, rond-point Foyer des Marins, Zone Portuaire, 09 BP 9103, Lomé - Togo, Tél : (228) 22 53 70 00, représentée par son Directeur Général, Monsieur Tim VANCAMPEN, agissant *ex* qualité et faisant élection de domicile au siège de ladite société :

Lequel requiert notre Ministère afin de signifier à Monsieur ALATO Koffi Milenovissi, opérateur à LCT SA, matricule : 721, zone portuaire, demeurant et domicilié à Lomé. Tél : 90 23 56 98 :

L'original d'un communiqué sur papier en-tête de la société Lomé Container Terminal (L.C.T) S.A à l'attention de Monsieur ALATO Koffi Milenovissi et dont l'objet est : « Mise en demeure de reprendre votre poste », communiqué commençant par : « La Direction Générale de Lomé Container Terminal a constaté que depuis le 17 août 2025, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif... » et se terminant par : « ...Au cas où vous ne conformez pas à cette injonction, vous serez considéré comme ayant abandonné votre poste avec les conséquences de droit. »

DEFERANT A CETTE REQUISITION :

Noué, André T. SABA DUTCHO, Magistrat de Justice près la Cour d'Appel de TOGO et le Tribunal de Grande Instance de Lomé y demeurant Av. des Evén. 1ère zone à droite après le Feu Tricolore de Djidjeli, Immeuble KOUNGUE, 1^{er} Etage.
Bénin.

Avons préparé l'acte de signification du communiqué sur papier en-tête de la société Lomé Container Terminal (L. C. T) S.A le mardi 18 novembre 2025 ;

Avenue des Écoles, en allant vers Louégan, 1^{er} rue, à droite, après le Feu Tricolore de Djidjidi, Immeuble KOUSSOUBIE, 1^{er} étage.

Compte UTR N°0103247135502000-06/Compte ECORANK N° 7020151403997901 ;
07 B.P. : 14435 - Land 07, Tél. 90 82 32 25/22 50 58 84 ;
N. I. F. : 0000172449
diligence * probité * satisfaction

Que ne connaissant pas le domicile de Monsieur **ALATO Koffi Milenovissi** et ne connaissant personne pouvant nous y conduire, nous avons donc tenté de le joindre, par téléphone, sur son numéro connu de la société, le **90 23 56 98**, mais le numéro est inaccessible :

Qu'à chaque tentative d'appel, nous avons la réponse automatique de l'opérateur de téléphonie mobile en ces termes : « le numéro de votre correspondant est momentanément suspendu. Votre appel ne peut aboutir (...) » ;

Qu'en définitive, ne connaissant ni le domicile, ni la résidence actuelle de **Monsieur ALATO Koffi Milenovissi**, nous avons donc dû dresser, ce jour, le présent procès-verbal de recherches infructueuses à toutes fins utiles :

Que la copie de notre acte de signification du communiqué est annexée au présent procès-verbal :

Et de tout ce qui précède, nous, Huissier de justice susdit et soussigné, avons dressé le présent procès-verbal de recherches infructueuses pour servir et valoir à LCT SA ce que de droit :

Coût de l'exploit 40.000F CFA.

L'HUISSIER.

L'HUISSIER,

COPIE

SIGNIFICATION D'UN COMMUNIQUE DE MISE EN DEMEURE

Et le vendredi vingt et un (21) novembre

A la requête de la Société Lomé Container Terminal (L.C.T) S.A., siége au Bd du Mono, rond-point Foyer des Marins, Zone Portuaire, 09 BP 9103, Lomé -Togo, Tél : (228) 22 53 70.00, représentée par son Directeur Général, agissant es qualité et faisant élection de domicile au siège de ladite société :

Moury, André J. **SAADA MOTICHO**, Heissant
ou Jactant pris le Coeur d'Appel du 1960 et le Induct
de Grande puissance de L'été - descendant Au
des Ex-Les, Non non à droite après le feu Incendie
de Objets, nouvelle SCOUTER, 1^{er} Etape
Soutient

Avons signifié et en-tête des présentes laissé à :

Monsieur ALATO Koufi Milenovissi, opérateur à LCT SA, matricule : 721, zone portuaire, demeurant et domicilié à Lomé. Tél : 90 23 56 98, à son bureau, ou à son domicile, où étant et parlant à : *Tout sur le numéro indiqué ci-dessus, il est demeuré inaccessible. Ne connaissant pas son domicile, nous avons dû dresser un procès-verbal de recherches infructueuses.*

L'original d'un communiqué sur papier en-tête de la société Lomé Container Terminal (L C T) S.A à l'attention de Monsieur ALATO Koffi Milenoviou et dont l'objet est : « Mise en demeure de reprendre votre poste », communiqué commençant par : « La Direction Générale de Lomé Container Terminal a constaté que depuis le 17 août 2025, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif... » et se terminant par : « ...Au cas où vous ne conformez pas à cette injonction, vous serez considéré comme ayant abandonné votre poste avec les conséquences de droit. »

La Présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit :

SOUS TOUTES RESERVES, A CE OU'IL N'EN IGNORE :

Et nous lui avons, étant et parlant comme ci-dessus, remis et laissé tant l'original de la lettre ci-dessus indiquée que copie du présent exploit dont le coût est de **trente mille (30.000) Francs CFA.**

L'HUISSIER

 Lomé Container Terminal S.A.

MIF : 1000160866
 MOCA/ : Lomé 2008 B 2184
 09899103 Lomé - TOGO
 Tel: (+228) 22 53 70 00
 (+228) 22 53 70 25

A l'attention de

M. ALATO Koffi Milenovissi, opérateur de portique RTG à Lomé-Container Terminal

Objet : Mise en demeure de reprendre votre poste

La Direction Générale de Lomé Container Terminal a constaté que depuis le 17 août 2025, vous ne vous présentez plus à votre poste de travail et ce, sans aucun justificatif.

Nos tentatives pour vous joindre sur votre numéro connu de la société sont restées vaines.

Par la présente, nous venons vous mettre en demeure de reprendre votre poste impérativement le 15/12/2025 à quatorze (14) heures 00 minute.

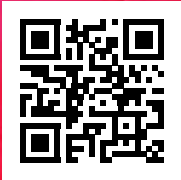
Au cas où vous ne vous conformez pas à cette injonction, vous serez considéré comme ayant abandonné votre poste avec les conséquences de droit.



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

